

Unité départementale de la Côte-d'Or
21, boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SEPALUMIC INDUSTRIES

Lieu-dit Les Feuilles
Rue Marie Curie - Route de Beire
21110 Genlis

Références : 2026-190
Code AIOT : 0005402208

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2026 dans l'établissement SEPALUMIC INDUSTRIES implanté 250 route de Beire Le Fort Zone Industrielle de Beire 21110 Genlis. L'inspection a été annoncée le 17/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche-Comté a décidé de réaliser, en 2026, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coordonnée au cours du 1er semestre 2026.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockage des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de FDS conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir les risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions de stockage et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPALUMIC INDUSTRIES
- 250 route de BeireLe Fort Zone Industrielle de Beire 21110 Genlis
- Code AIOT : 0005402208
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEPALUMIC produit des profilés aluminium laqués et sertis à destination des filiales du groupe SEPALUMIC pour la fabrication de menuiseries aluminium (fenêtres, vérandas, portes, etc..).

Dans l'usine de Genlis, chaque année, 8000 tonnes de profilés sont transformés.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- CLP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Demande d'action corrective	3 mois
5	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Demande d'action corrective	
6	Produits	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	incompatibles associés à des rétentions	04/10/2010, article 25-II		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que l'exploitant disposait d'un document lui permettant d'avoir une bonne connaissance de l'état qualitatif des produits stockés vis-à-vis de leurs dangers, modulo la mise à jour des informations de certains produits suite aux évolutions des connaissances scientifiques. Concernant l'état quantitatif, il doit revoir sa procédure de mise à jour et l'extraction de l'état des stocks.

L'ensemble des produits sont stockés sur des rétentions. L'exploitant doit cependant formaliser les procédures de contrôle vis-à-vis des incompatibilités matière, afin de s'assurer qu'aucun produit incompatible ne soit stocké sur une même rétention.

Enfin, l'exploitant devra rapidement traiter la fuite de produit présente au niveau de la rétention de la cuve de lessive de soude.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée :
Article 49 - État des matières stockées.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'exploitant a présenté un premier document informatique « EQS016 suivi des produits chimiques ».

Ce document disponible sur le réseau informatique, répertorie selon l'exploitant l'ensemble des substances chimiques présentes sur le site.

L'inspection a constaté la présence entre autres des informations suivantes : le nom des produits ; les quantités maximales sur site ; le volume des contenant ; les pictogrammes de danger associés au produit ; les phrases de risque ... **Ce document répond aux attendus de l'article 49 de l'Arrêté Ministériel du 04/10/10 (hormis le fait qu'il présente les quantités maximales et non les quantités réelles).**

Pour la suite de la visite, l'inspection a décidé de regarder le respect de la réglementation uniquement pour les produits suivants :

- Lessive de soude 30 %
- GARDACID P4369
- Acide Chlorhydrique $x \geq 25$ %
- Acide sulfurique 50 vol % solution.

L'exploitant a ensuite remis à l'Inspection la fiche « SEPACOLOR - État des stocks produit chimique du 15/04/2026 ». Il a expliqué que ce second document reflétait l'état réel des stocks mis à jour de façon hebdomadaire.

Il apparaît, entre autres, sur cette fiche les éléments suivants :

Caractéris	Désignation	QtStock
Poudre	Acide Chlorhydrique 33 p/cent station	5860
Poudre	Lessive de soude 30 p/cent	2660
Poudre	G4369 - GARDACID P4369	1151

Poudre	Acide sulfurique 50/100 5 litres	2

Le second document présenté ne répond pas aux attendus réglementaires concernant l'état des stocks.

Observation :

Les informations présentes dans le tableau "état des stocks" ne permettent pas de connaître la quantité des produits en stock. En effet, l'absence de l'unité de compte ne permet pas de savoir si le chiffre indiqué correspond à des litres, des kilogrammes, des unités de conditionnement,...

L'exploitant a expliqué que la colonne « caractéris » correspondrait à l'atelier où sont présentes les substances.

Observation

La mention poudre dans cette colonne « caractéris », peut être mal interprétée et laisser penser que cela correspond à l'état de la matière pour les produits désignés.

La visite a permis de constater que les quantités présentes sur site étaient d'environ :

- Lessive de soude 30 % : 2,2 tonnes
- GARDACID P4369 : 1,1 tonnes
- Acide Chlorhydrique $x \geq 25\%$: 3,5 tonnes
- Acide sulfurique 50 vol % solution : 10 litres

Observation :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier, pour l'acide chlorhydrique, l'écart important (quasiment du simple au double) entre les éléments indiqués sur l'état des stocks et la quantité réellement présente sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

- a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,
- b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très

bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou
c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.5 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.

Article 49 - arrêté ministériel du 04/10/2010

[...]

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Article 11 – arrêté ministériel du 30 juin 2006

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les FDS étaient disponibles sur le serveur informatique de l'entreprise et accessible pour l'ensemble du personnel.

L'exploitant a présenté les FDS suivantes :

- Lessive de soude 30 % : FDS de la société Beauseigneur - version 2.5 du 10/06/2025
- GARDACID P4369 : FDS de la société Chemetall - version 5.0 du **25/08/2016**
- Acide Chlorhydrique $x \geq 25\%$: FDS de la société Beauseigneur - version 2.0 du 31/07/2020
- Acide sulfurique 50 vol % solution : FDS de la société CHEM-LAB révision du 04/03/2024

L'exploitant a indiqué à l'inspection que ces FDS correspondaient aux dernières versions à sa disposition.

NON-CONFORMITÉ

L'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des préparations dangereuses présentes dans l'établissement (exemple : bain et cuve de traitement, bains usés, bains de rinçage,...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera une analyse de la dangerosité de ces différentes préparations et établira les documents permettant de connaître la nature et les risques de celles-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers ; 3) composition/informations sur les composants ; 4) premiers secours ; 5) mesures de lutte contre l'incendie ; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ; 7) manipulation et stockage ; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ; 9) propriétés physiques et chimiques ; 10) stabilité et réactivité ; 11) informations toxicologiques ; 12) informations écologiques ; 13) considérations relatives à l'élimination ; 14) informations relatives au transport ; 15) informations relatives à la réglementation ; 16) autres informations. <p>Règlement européen n° 1272/2008 - CLP article 17 (obligation de l'étiquetage). « Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette [...] »</p> <p>Article 11 de l'Arrêté ministériel du 30 juin 2006: [...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les FDS présentées par l'exploitant comportent l'ensemble des rubriques prescrites par le règlement européen.</p> <p>L'inspection a contrôlé l'adéquation entre les informations présentes sur les FDS et sur les étiquetages présents sur les contenant.</p> <p>Les éléments d'étiquetage présents sur les emballages de l'acide sulfurique et sur le GRV d'acide</p>

Chlorhydrique correspondent aux éléments présents sur la FDS.

NON-CONFORMITÉ :

L'étiquetage (selon le règlement CE n° 1272/2008) présent sur le Grand Récipient Vrac (GRV) du Gardacid P 4369 ne correspond pas aux éléments mentionnés sur la FDS présentée par l'exploitant.

Le contenant présente sur son étiquetage, en plus des éléments de la rubrique 2 de la FDS :

- le pictogramme SGH06 (crâne humain avec deux tibias croisés derrière) ;
- la mention d'avertissement : Danger acide nitrique, acide phosphorique ;
- la mention de danger : H331 : Toxique par inhalation.

OBSERVATION :

Selon le règlement européen n° 1272/2008, la mention H331 correspond à un produit présentant une toxicité aiguë de catégorie 3.

L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que les produits liquides présentant des toxicités aiguës catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation sont soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 4130-2 (soumis au régime de la déclaration si la quantité (mélanges liquides) susceptible d'être présente sur site est supérieure ou égale à une tonne et au régime de l'autorisation si celle-ci est supérieure ou égale à 10 tonnes).

OBSERVATION :

L'inspection a constaté que l'exploitant utilisait des GRV ayant contenu du Gardacid P 4369 pour le stockage d'autres produits sans avoir retiré les étiquetages applicables au Gardacid P 4369 (cf. photos).

L'inspection a constaté que les cuves d'acide chlorhydrique et de lessive de soude comportaient uniquement le nom des préparations.

NON-CONFORMITÉ :

Les cuves d'acide chlorhydrique et de lessive de soude ne comportent pas les symboles de danger tels que prescrits par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure de disposer des FDS correspondant aux produits présents sur son site dans leur dernière version.

L'exploitant s'assure que l'ensemble des cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, **s'il y a lieu, les symboles de danger** conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant fera un point de sa situation administrative vis-à-vis de la réglementation ICPE et plus particulièrement sur son classement vis-à-vis des rubriques 4XXX. Ce point de situation est à faire en prenant en compte l'ensemble des substances, produits, préparations et déchets susceptibles d'être présents sur le site. L'exploitant pourra utilement s'appuyer sur le guide technique de l'Ineris : « Aide à la classification des mélanges en vue de la détermination du statut Seveso et régime ICPE d'un établissement ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

5.1 mesures de lutte contre l'incendie ;

Constats :

L'inspection a constaté à proximité immédiate du stockage des produits contrôlés (cf. point de constat 1), la présence d'un extincteur à eau pulvérisée avec additif, d'un extincteur à poudres, et d'un Robinet d'Incendie Armé (RIA).

Les FDS indiquent :

- pour l'acide chlorhydrique que le produit réagit violemment au contact de l'eau ;
- pour le Gardaci P 4369 que le jet d'eau à grand débit est inapproprié ;
- pour la lessive de soude : qu'en cas d'incendie, il ne faut pas utiliser le jet d'eau.

OBSERVATION

Ces informations ne sont pas mentionnées sur les FDS réduites. Aucun affichage à proximité des stockages des produits ne rappelle ces préconisations.

OBSERVATION

L'utilisation du RIA pourrait être inappropriée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II

Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

7.1.1 : recommandations de manipulation ;
7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté que les produits étaient stockés et utilisés de façon non conforme aux prescriptions du chapitre 7.1.1 et 7.2 des FDS.</p> <p><u>OBSERVATION</u></p> <p>L'inspection a constaté la présence de liquide dans l'espace annulaire entre la cuve de lessive de soude et sa rétention, ainsi que la présence de cristaux sur tout le pourtour intérieur de l'espace annulaire laissant penser que le liquide présent serait de la lessive de soude.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que la cuve de lessive de soude est étanche, rechercher la source de ce liquide, et mettre en œuvre les mesures correctives adaptées.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions régionales, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 - article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II - rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers</p> <p>Arrêté préfectoral n°976 du 7 juillet 2021 article IX.5.2. Rétentions et confinement [...]</p> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.</p>

[...]

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

L'exploitant a expliqué que la gestion des incompatibilités des stockages était réalisée au vu des pictogrammes présents sur les emballages, en utilisant la grille d'incompatibilité générique et en séparant les produits acides des produits basiques.

OBSERVATION

L'inspection invite l'exploitant à formaliser, par une procédure, la gestion des incompatibilités des stockages.

En effet, l'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur le fait qu'il était également nécessaire de prendre en compte les éléments présents sur les fiches de données et de sécurité, dont notamment les chapitres 7 et 10. Pour exemple : les FDS de l'acide chlorhydrique et de l'acide sulfurique indiquent qu'ils sont incompatibles ou peuvent avoir des réactions dangereuses avec, entre autres, les acides. Ces deux produits ne doivent donc pas être stockés sur une même rétention.

L'inspection a constaté que l'ensemble des produits contrôlés étaient sur des rétentions.

Les deux rétentions des cuves d'acide chlorhydrique et de lessive de soude sont munies d'un détecteur de niveau bas.

OBSERVATION

L'inspection a constaté que deux GRV (acide chlorhydrique et Gardacid P 4369) étaient munis, au point de soutirage, d'un « bec verseur » et que celui-ci dépassait de la zone de rétention. Cette situation, en cas de mauvaise manipulation ou de fuite de la vanne, peut entraîner un déversement du liquide en dehors de la rétention.

NON-CONFORMITÉ :

L'inspection a constaté qu'un GRV d'acide chlorhydrique était stocké sur la même rétention que trois GRV de lait de chaux.

L'acide chlorhydrique est un acide et ne doit donc pas avoir la même rétention qu'un produit basique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en œuvre les actions nécessaires pour qu'en cas de défaillance ou d'erreur de manipulation des vannes de soutirage des GRV, les produits stockés ne puissent pas s'écouler hors de la rétention.

L'exploitant s'assurera que l'ensemble des réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois